l'usage de la feuille domestique dans la fabrication du tabac et des cigares, mais la demande est limitée à la consommation locale et la production dépasse la demande; il faut donc chercher à exporter.

"Le sol du Canada peut produire aisément 25 millions de livres de tabac par année et la consommation locale n'est pas plus d'un tiers.

"Mais nos producteurs ne peuvent pas facilement faire la concurrence sur les marchés étrangers à cause du coût très bas du travail des noirs dans les Etats du Sud. De plus, c'est un industrie presque neuve chez nous, tandis que la perfection obtenue dans le Sud par des générations de producteurs a mis le tabac américain au premier rang. Le climat du Canada est tout aussi favorable que le climat américain, mais à cause de l'état d'enfance de l'industrie, le gouvernement doit venir à son aide et il le fera par les moyens suivants:

"10. En engageant des experts dans les districts de culture du tabac aux Etats-Unis pour instruire nos fermiers dans l'art de préparer et d'empaqueter le tabac.

"20. En établissant des fermes expérimentales, sous la direction d'experts, dans les districts de culture de Québec et d'Ontario.

"30. En encourageant l'exportation par un bonus de 2 cents la livre, par exemple, pendant un certain nombre d'années, ou, jusqu'à ce que les méthodes aient été perfectionnées et que nous puissions soutenir la concurrence sur les marchés du monde.

"Il est entendu que les profits sur le tabac sont plus grands que ceux donnés par tout autre produit de la ferme, car on peut en obtenir 4.00 par acre et le marché est virtuellement illimité pour une exportation bien conduite.

"L'avenir est donc excellent pour cette industrie, si le gouvernement adopte les moyens que je viens d'indiquer.

"Pendant trois ans, cette association, appuyée par le travail organisé et les Chambres de Commerce, a montré au gouvernement fédéral le besoin urgent de se renseigner sur les moyens de protéger et d'encourager les jeunes gens de talent du pays et d'imiter ce qui a été fait dans les autres pays. L'exemple nous en a été donné par les Etats-Unis et la Suisse. Aujourd'hui, nous sommes les seuls à négliger l'instruction technique. Ce serait pourtant un service que le gouvernement fédéral rendrait au pays en faisant faire cette enquête. Les conclusions auxquelles il arriverait seraient un guide et un stimulant pour tous.

"Il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails. Jusqu'ici le gouvernement fédéral ne semble pas prêt à entreprendre cette enquête. Notre comité d'instruction technique a en conséquence dé-

cidé de recommander à la convention que l'Association l'entreprene et consacrer une somme de \$5,000 aux dépenses qu'elle nécessitera, le reste de la somme devant être pris à d'autres sources et la dépense se répartissant sur deux ans.

"Les résultats n'en pourraient être qu'à l'honneur de notre association, ils stimuleront l'industrie et montreront jusqu'à quel point les manufacturiers s'intéressent à leur pays.

L'hon M. Rolland termine en remerciant tout le monde pour le concours qui lui a été donné et en faisant des vœux pour que l'Association continue à prospérer.

Séance de l'après-midi

A la reprise des travaux l'après-midi du premier jour de la convention, le comité des affaires parlementaires, le comité des assurances et le comité britannique ont présenté leur rapport.

Affaires parlementaires.—"Les temps sont durs", là où il y avait pénurie d'ouvriers il y a maintenant pléthore. Le flot migratoire est venu compliquer la situation et par leur manque de réflexion, les ouvriers sont stimulés le courant d'immigration qu'ils avaient tant d'intérêt pourtant à retarder. Dans ces circonstances le comité croit ne pas devoir exposer ses vues au gouvernement pour l'encouragement à l'immigration des ouvriers.

"Le travail organisé a continué toute l'année à faire des tentatives à Ottawa en faveur des travailleurs, et M. Verville, le député ouvrier, a, de nouveau, présenté son projet de loi stipulant que dans tous les travaux du gouvernement on ne ferait pas travailler les ouvriers plus de 8 heures par jour.

Cette loi ne fut pas mise au vote.

"Le même sort a été réservé à la loi de M. R. Smith, député de Nanaïmo, qui voulait que l'étiquette unioniste fut reconnue comme marque de commerce. Légaliser l'étiquette unioniste serait légaliser le "boycottage".

"Le comité s'est contenté de prendre exception à certaines clauses de la loi tendant à créer des organisations industrielles et des sociétés coopératives parmi les agriculteurs et les ouvriers. Cette loi avait pour parrain M. F. D. Monk, député. Etant donné les succès remportés en Belgique, en Suisse et en Ecosse, par ces sociétés, il est à prévoir que bientôt elles existeront au Canada.

"Il est à souhaiter que le gouvernement se rende à notre demande en établissant le jour d'actions de grâces, un lundi, afin de ne pas couper la semaine commerciale par un jour de chômage.

"Des retards dans la transmission de télégrammes ayant causé de lourdes pertes, le comité a fait amender la loi et désormais les compagnies de télégraphe seront sous la juridiction de la commis-

sion des chemins de fer qui avisera à l'efficacité des services.

"Une législation spéciale a été adoptée pour prévenir les fraudes et les punir quand elles sont découvertes.

"Les banques feraient acte de patriotisme en gardant lei leurs capitaux, au lieu de les placer sur le marché de New-York, car parfois les rentrées sont difficiles ou tardent trop et le pays en souffre. D'ici à deux ans il faudra certainement réformer la loi concernant les banques.

"L'Association reconnaissant qu'il faut absolument protéger l'ouvrier contre les accidents, a soumis, à la commission chargée d'étudier ce projet à la législature de Québec, un plan raisonnable et pratique.

"L'Association s'indigne à bon droit contre le travail des enfants à l'usine et toute législation aidant à le rendre impossible reçoit de cette association le plus grand encouragement. Dans presque tous les cas ce sont les patrons et non l'employeur qui sont responsables.

"La nouvelle loi électorale d'Ontario fait perdre de 10 à 16 pour cent du travail productif à tout manufacturier, un jour d'élection, car elle stipule que tout ouvrier voteur, peut s'absenter de midi à 2 heures, sans préjudice à son salaire. Il faudrait rétablir l'ancien proviso ou bien tenir les bureaux de votation ouverts jusqu'à 8 heures du soir.

Assurances.—"Le rapport du comité sur les assurances fut adopté en bloc et à l'unanimité. Ce rapport est une documentation fort exacte sur les pertes causées par le feu et les moyens à prendre pour prévenir les désastres. Le comité encourage fort les méthodes du système mutuel.

Bureau britannique.—"Le comité raconte par le menu les causes qui ont amené la fermeture du bureau de l'Association en Angleterre. Son inefficacité à rendre les services qu'on en attendait est la principale cause et, devant le nombre considérable des plaintes, il a fallu le fermer.

Ce rapport mit fin aux travaux de l'après-midi.

Réception

La grande salle du musée Peter Redpath, à l'Université McGill, avait été superbement décorée et illuminée, le soir, pour y recevoir les membres de l'Association des Manufacturiers Canadiens.

M. le principal Peterson a souhaité la bienvenue aux distingués visiteurs, qui étaient au nombre d'environ deux cents. La plupart des manufacturiers étaient accompagnés de leurs femmes.

M. Peterson a félicité l'Association du succès de sa convention, succès qui continuera certainement dans les années à venir.

M. le principal a fait un rapprochement entre le professeur et le financier